

Discours prononcé par

Dr. Wolfgang Schäuble
Ministre fédéral des Finances

à l'Université d'été du MEDEF 2014 :
« Une France qui gagne dans un monde qui bouge »

le 28 août 2014

à Paris

Permettez-moi, en tant que voisin, partenaire et ami allemand, d'élargir un peu votre discussion, pour conclure cette Université d'été :

pendant ces deux derniers jours, vous n'avez pas seulement réfléchi à la façon dont la France peut, dans ce monde qui bouge vite et beaucoup, continuer de compter parmi les gagnants.

L'enjeu est, en vérité, plus large ;

la question est en effet :

comment l'Europe entière peut-elle réussir à atteindre cet objectif ?

Pendant la crise de ces dernières années,

nous avons très nettement senti

combien, en Europe, nous dépendons les uns des autres.

Une politique insuffisante dans un pays

a des conséquences économiques très concrètes pour tous les autres.

Inversement, cela signifie également

que l'Europe, dans son ensemble, bénéficie

de la politique avisée et créatrice de confiance menée par un pays.

Cela est bien sûr d'autant plus vrai

lorsqu'il s'agit d'un pays grand et important, comme la France.

Nous avons besoin en Europe d'une France forte.

L'Europe est forte seulement
lorsque la France est forte elle aussi.

La France fait face à des défis majeurs en matière de politique économique et budgétaire.

Dans les prochains mois, sa priorité sera de trouver la voie vers plus de croissance et d'emplois.

Je salue et je soutiens le

« Pacte de responsabilité » du gouvernement français.

Ce Pacte va renforcer la France, et donc aussi l'Europe.

Mon collègue Michel Sapin et moi-même sommes d'accord sur le fait que nous n'obtiendrons pas une croissance économique durable et pérenne avec des déficits continuellement élevés, mais seulement grâce à une politique budgétaire solide, accompagnée de réformes structurelles et d'investissements ciblés.

Nous avons besoin de réformes – ce ne sont pas des « obsessions » comme certains ont pu le dire récemment – mais des concepts très clairs !

Le « Pacte de responsabilité » français prévoit une combinaison de baisses des dépenses et d'allègements d'impôts et de charges.

C'est la bonne voie
pour créer un climat de confiance
qui incite les investisseurs et les consommateurs à investir et à
consommer plus.

Je veux le souligner : pour l'économie nationale, la mobilisation
de l'investissement privé est plus efficace que toutes les
priorités définies en matière de dépenses publiques.

De même, l'assainissement des finances publiques et la
réduction de la dette : ces deux axes-là constituent déjà un
programme de promotion de l'investissement privé !

Un budget solide et un cadre politique stable encouragent
l'investissement privé
parce qu'ils renforcent la confiance dans la stabilité future de
nos économies.

Et cette confiance est indispensable pour obtenir une
croissance économique durable et pérenne.

Mais la confiance ne peut naître que si on met en œuvre
effectivement ce qui a été promis.

Cela vaut surtout pour les réformes structurelles déjà adoptées.
Si elles sont résolument mises en œuvre,
la confiance augmente.

Il faut impérativement conduire des réformes structurelles, visant avant tout les marchés du travail, pour parvenir à relancer durablement l'économie.

Je me félicite donc tout particulièrement de constater qu'en France, le débat actuel sur les réformes met plus l'accent sur les marchés du travail.

Pour que les réformes structurelles soient mises en œuvre efficacement dans ce domaine, une culture du partenariat entre salariés et employeurs est nécessaire.

Les partenaires sociaux ont ici une responsabilité commune.

Ils sont, en fin de compte, dans le même bateau.

Plus on en prend conscience,

plus les réformes structurelles peuvent être réalisées en profondeur.

Nous en avons fait l'expérience en Allemagne.

Et c'est d'ailleurs aussi l'une des raisons pour lesquelles nous avons relativement bien traversé la crise.

Cela n'a pas toujours été facile.

Cela nous a demandé des efforts et des sacrifices.

Nous avons vécu une expérience similaire au début des années quatre vingt-dix, avec les processus de mutation très douloureux en Allemagne de l'Est et partout en Europe de l'Est.

À cette époque déjà, des réformes structurelles réalisées avec détermination ont permis d'assurer une croissance durable et de créer de nouveaux emplois.

C'est pourquoi il est important qu'en France également, aujourd'hui, les partenaires sociaux défendent ensemble le « Pacte de responsabilité », surtout aussi les syndicats.

Je veux dire aux employeurs français que leurs homologues allemands ont toujours soutenu les réformes que nous avons conduites durant la dernière décennie, même quand elles n'allaient pas assez loin de leur point de vue...

S'il vous plait, faites-en autant !

Il faut se battre de la même manière en France.

Y compris en cette période importante de rentrée.

Soyez confiants et surtout courageux !

Je n'ai aucun doute là-dessus :

la France va suivre la bonne voie en matière de politique économique et budgétaire.

Elle en sortira plus forte

et fera ainsi avancer l'Europe.

Cela vaut également pour le nouveau gouvernement français avec lequel l'Allemagne travaillera en toute confiance et de concert.

J'ai une bonne coopération avec mon nouveau et ancien collègue Michel Sapin.

Il est le garant d'une solide politique budgétaire, qui garantit la capacité d'agir de l'Etat.

Je veux l'assurer du fait que, même dans cette période difficile pour la politique budgétaire française, nous sommes animés d'une volonté de partenariat étroit.

Nous conduisons nos politiques respectives en étroite coordination, car nous œuvrons à l'atteinte d'un même objectif.

C'est bon pour l'Europe lorsque la France et l'Allemagne sont d'accord. Nous ne pouvons faire avancer l'Europe que si nos deux pays avancent ensemble et parviennent à des solutions communes.

Mais il ne s'agit pas pour nous d'imposer une solution aux autres. Nous devons plutôt faire des propositions qui permettent à tous les Européens d'avancer.

Nous devons œuvrer ensemble en Europe à notre compétitivité.

Cela vaut pour la France,
pour l'Allemagne
et pour tout autre pays d'Europe.

Les crises récentes ont causé une énorme chute de la croissance.

Ainsi, l'économie européenne a stagné, dans son ensemble, au cours des six dernières années – malgré la reprise récente.

D'autres ont connu une croissance effrénée pendant la même période.

Et la part de l'Europe dans les dépôts de brevets, au niveau mondial, a diminué presque de moitié au cours de la décennie écoulée.

Mais nous ne devrions pas nous voiler la face :

les défis

auxquels l'Europe est confrontée

ne sont pas, en premier lieu,

les conséquences de la crise financière et économique.

Celle-ci a uniquement révélé cruellement nos problèmes en Europe, qui existaient déjà.

Nous devons faire face, beaucoup plus fortement qu'avant, aux défis de la mondialisation.

Parmi eux : l'offre internationale, toujours plus grande, de main-d'œuvre à la rémunération relativement faible et, en même temps, qualifiée, par exemple en Asie – et l'apparition, de plus en plus affirmée, de nouvelles puissances économiques, fortes également du point de vue politique.

C'est pourquoi nous avons en Europe à présent deux missions.

Première mission : créer les conditions nécessaires à plus de croissance et d'emplois en Europe.

C'est seulement ainsi que nous resterons économiquement forts et adaptés.

C'est seulement ainsi que nous pourrons continuer de nous offrir notre niveau de bien-être élevé.

Seconde mission : donner à l'Europe une plus grande capacité d'action,

en renforçant les institutions européennes.

Car la puissance économique doit aller de pair avec la capacité d'action politique,

si nous voulons conserver notre poids au niveau mondial, et la liberté d'action correspondante.

Pour plus de croissance et d'emplois, nous avons besoin d'une stratégie de croissance européenne. Celle-ci doit renforcer les forces du marché et les investissements privés.

Pour cela, nous devons réaliser des progrès dans plusieurs domaines.

Premièrement : nous devons mettre en œuvre, avec détermination, des réformes structurelles.

L'Etat ne peut pas créer directement de la croissance durable, mais il peut, en revanche, créer les conditions et l'environnement nécessaires, dont font partie : des institutions qui fonctionnent correctement, ainsi que la garantie des droits de propriété et de la sécurité juridique.

Nous devons nous demander notamment si nos structures administratives peuvent être plus efficaces et, ainsi, générer aussi des économies.

Le niveau élevé du chômage des jeunes dans certains pays d'Europe est inacceptable.

Il nous ferait aussi perdre, à terme, le soutien politique de la jeune génération pour l'Europe.

Nous devons, avant tout, nous attaquer aux causes structurelles du chômage.

Nous avons besoin, en Europe, de systèmes de formation orientés plus fortement sur le besoin des marchés du travail, et de réformes structurelles

facilitant l'accès des jeunes au marché du travail.

Et nous avons besoin de plus de souplesse dans la fixation des salaires,

qui doit plus fortement prendre en considération également la productivité.

Nous devons aussi réfléchir à des réformes de nos systèmes de sécurité sociale.

Et nous devons aussi nous demander

comment faire peser moins de charges et de prélèvements sur le facteur travail.

Deuxièmement : nous devons continuer de renforcer la confiance des citoyens et des investisseurs dans la solidité des finances publiques.

Des finances publiques solides constituent le fondement de l'emploi et de la croissance en Europe.

C'est précisément avec cet objectif que nous avons renforcé les règles budgétaires européennes, après le début de la crise.

Nous devons à présent appliquer ces règles avec détermination :

chaque pays de la zone euro doit financer son budget public de manière à contribuer à la stabilisation de la zone euro.

Avec un ratio d'endettement de la zone euro de presque cent pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) annuel, ce n'est pas le cas.

Tant que les budgets ne sont pas équilibrés, il faut agir au plus vite pour réduire les déficits structurels.

La croissance du produit intérieur brut doit être proportionnellement plus forte que celle des dépenses publiques.

De cette manière, nous faisons baisser les ratios d'endettement en Europe et nous gagnons de nouveau des marges de manœuvre pour les investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et la recherche.

Mais pour cela, nous avons besoin de réformes ambitieuses, qui ne soient pas seulement annoncées, mais aussi mises en œuvre, ainsi que d'une meilleure fixation des priorités des dépenses publiques.

Il suffit, à cet égard, de regarder vers l'Asie : nous y voyons

des Etats qui réussissent, en dépensant moitié moins que nous par rapport à leur performance économique.

Et ce sont souvent des pays extrêmement dynamiques, dotés de bonnes infrastructures.

C'est pourquoi la voie des réformes rigoureuses est la seule possible.

Nous ne devrions pas, non plus, considérer la politique monétaire comme substitut aux réformes nécessaires.

La politique monétaire permet, tout au plus, de gagner du temps,

mais ce temps doit alors être effectivement utilisé pour mettre en œuvre des réformes permettant plus de croissance.

Nous ne devrions pas, non plus, essayer d'améliorer notre compétitivité en dévaluant notre monnaie.

Les manipulations de taux de change n'ont encore jamais conduit à une croissance durable.

Influer sur le taux de change,

c'est agir uniquement sur les symptômes des véritables problèmes,

mais pas les attaquer à leur racine.

Il devrait donc aussi être clair

que les débats sur un assouplissement illimité du Pacte de stabilité et de croissance ne nous font pas avancer.

Après les mauvaises expériences que nous avons faites, il y a dix ans, avec des assouplissements du Pacte, nous ne devrions pas répéter les mêmes erreurs.

A lui seul, le débat sur des assouplissements du Pacte est extrêmement dangereux.

Nous pouvons ainsi gâcher, à la légère, la confiance dans la politique de réforme en Europe.

Si l'Europe veut garder son rang dans le monde, toujours plus fortement globalisé, nous devons, troisièmement, maintenir notre grande capacité d'innovation.

Les investissements dans la recherche et le développement sont, à cet égard, importants.

Pour le gouvernement fédéral il est tout à fait primordial que les dépenses de recherche et de développement atteignent un montant égal à trois pour cent du produit intérieur brut.

Cet objectif devrait nous servir de ligne directrice à nous tous, en Europe.

La France peut, elle aussi, faire encore plus dans ce domaine - surtout en comparaison avec les Etats-Unis ou le Japon.

À cet égard, les entreprises ont un rôle à jouer, et non des moindres.

Nous ne devons pas nous reposer exclusivement sur les investissements publics, nous devons utiliser, en plus, l'effet de levier, beaucoup plus puissant, des investissements privés.

Ils constituent la base de la croissance et de la prospérité.

Les infrastructures de transport, les technologies de l'information et de la communication ou les réseaux énergétiques sont, par exemple, des domaines dans lesquels les investissements privés peuvent assurer plus de croissance.

Ces investissements constituent une condition préalable importante nécessaire aux nouvelles branches économiques et aux nouvelles chaînes de création de valeur.

Nous voulons axer avec détermination nos investissements nationaux, et la politique de cohésion de l'Union européenne, sur des infrastructures interconnectables, efficaces et durables. Ici particulièrement, nous devons mobiliser des capitaux privés, en complément des investissements publics.

Ainsi, des investissements coûteux pourraient être effectués dans le domaine des infrastructures,

sans peser, de façon disproportionnée, sur les finances publiques.

De nouvelles formes mixtes, entre fonds publics et fonds privés, par exemple sous la forme de partenariats public-privé, pourraient constituer ici une solution.

Quatrièmement : pour dégager plus de croissance et créer plus d'emplois, nous devons approfondir plus avant le marché intérieur européen.

Ce processus recèle encore un fort potentiel pour l'amélioration de la croissance économique, par exemple par une plus grande ouverture des marchés des biens et des services, qui permettrait aussi d'amortir les chocs économiques plus efficacement que ne pourraient le faire les mécanismes de transfert de l'Etat.

Cinquièmement : nous devons améliorer l'environnement du financement de notre économie.

Nous devons réglementer les marchés financiers, de telle sorte qu'ils se concentrent sur leur fonction centrale, le financement de l'économie réelle.

Avec l'Union bancaire, nous avons déjà fait un pas important en direction de la restauration de la confiance dans le secteur bancaire.

A présent, nous devons, avant tout, améliorer les conditions de financement des petites et moyennes entreprises.

C'est pourquoi nous souhaitons, dans ce domaine, créer un environnement favorable à des sources de financement supplémentaires.

Des progrès peuvent être réalisés, notamment en matière de financement du capital-risque pour les jeunes entreprises innovantes.

Sixièmement : la crise ukrainienne, en particulier, nous montre de nouveau clairement que nous avons besoin en Europe d'une union énergétique. Nous devons interconnecter nos réseaux énergétiques nationaux, pour en faire un réseau européen intelligent, qui réunisse la production et la consommation énergétiques.

Et nous avons besoin d'une stratégie européenne pour le passage aux énergies durables.

L'Europe doit réduire sa dépendance vis-à-vis des importations et des ressources en voie de raréfaction.

Septièmement : nous devrions nous atteler à l'objectif d'une Union numérique :
avec une infrastructure européenne des réseaux
et avec un environnement favorable à des acteurs européens dans le domaine des matériels et des logiciels.

Ici, nous devons effectivement encore créer toute une série de conditions dans la réglementation européenne.

L'union énergétique et l'union numérique sont d'ailleurs des domaines dans lesquels la France et l'Allemagne pourraient associer plus étroitement leurs potentiels, faisant ainsi avancer l'Europe.

Nous sommes déjà sur la bonne voie en Europe.
Mais nous devons maintenant agir de manière fiable.
Nous devons mettre en œuvre avec détermination ce que nous annonçons.

Si Bill Clinton était européen,
il dirait aujourd'hui :

« *It's the implementation, stupid!* »

(« C'est la mise en œuvre, imbécile ! »)

Nous ne retrouverons pas en Europe la voie durable du succès si nous continuons à chercher chez les autres la responsabilité pour l'absence de nos réformes.

Toutes ces réformes visent à préparer l'Europe au monde globalisé du vingt-et-unième siècle.

Mais il ne s'agit pas seulement de compétitivité économique.
Il s'agit de démontrer, également à l'avenir,
le succès de notre modèle de vie européen

dans la concurrence mondiale entre les systèmes.

Notre modèle est synonyme d'alliance réussie entre un système économique compétitif et la démocratie, les droits de l'homme, l'Etat de droit, la stabilité sociale et la durabilité environnementale.

Précisément ici, en France, on peut, à juste titre, être fier de souligner que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, qui ont leur origine surtout dans la Révolution française, sont vivantes dans nos sociétés européennes et rendent notre Europe forte.

Si nous réussissons à renforcer ce modèle européen grâce à une puissance économique durable, nous pourrons alors contribuer à de nouveaux agencements dans le monde, imprégnés des valeurs européennes. Alors, nous pourrons vivre ensemble, à l'avenir également, dans un monde à la hauteur de nos propres exigences. Pour cela, il vaut la peine

d'avancer ensemble et de travailler ensemble -
avec une France forte et une Allemagne forte pour une Europe
forte.